l'ANASE. En mars 2003, l'Indonésie et la JICA ont invité 15 Afghans à Djakarta et dans d'autres villes, à des fins de développement agricole ; ces personnes ont reçu une formation sur le développement agricole au niveau local et le rôle des femmes en Indonésie. Ce programme s'est déroulé en Indonésie, car ce pays possède une forte population musulmane. Entre autres effets positifs, il a renforcé la compréhension mutuelle entre les acteurs des deux pays. De plus, cette expérience a incité la Malaisie, un autre pays où la religion musulmane prédomine, à prévoir la mise en place à Kuala Lumpur de programmes de formation sur les technologies de construction routière, en collaboration avec la JICA ; signalons que ce domaine bénéficiait déjà de l'aide du Japon. Ainsi, les expériences et les savoir-faire concrets acquis au fil des années alimentent une coopération intrarégionale de plus en plus active dans les pays de l'ANASE.

Sur le Terrain

• Myanmar
Lutte antilépreuse et projet d'amélioration des services de santé primaires au Myanmar

Amélioration des soins médicaux régionaux par le développement des ressources humaines

Projet de coopération technique

Services médico-sanitaires assurés par des sages-femmes

Au Myanmar, les services médico-sanitaires consistent en soins de santé et médicaux primaires dispensés au niveau local par les 12 000 sages-femmes (infirmières de la santé publique locale) en poste dans le pays. Les hôpitaux municipaux assurent les soins secondaires, tandis que les établissements hospitaliers des cantons, des districts et de l'État, ainsi que ceux qui sont spécialisés dans le traitement de certaines maladies sont des institutions médicales de haut niveau.

Une politique d'intégration des services médico-sanitaires locaux a vu le jour en 1978 ; en 1991, toutes les régions étaient intégrées. Dans chaque centre de soins (chaque dispensaire en milieu rural), une infirmière de la santé publique locale est responsable des services médico-sanitaires primaires pour un nombre d'habitants allant de 5 000 à 10 000.

Tel est le contexte dans lequel s'inscrit la lutte contre la lèpre. Cette maladie très répandue au Myanmar étant l'une des premières priorités des programmes de santé publique birmans, le dispositif de lutte contre certaines maladies a été renforcé, et il donne d'assez bons résultats.

Cela étant, ce sont les sages-femmes qui établissent les diagnostics et traitent les malades. Une aide portant sur la fourniture régulière des technologies les plus récentes dans ce domaine est donc indispensable pour leur permettre de mettre en œuvre des mesures efficaces de lutte antilépreuse alors qu'elles sont accaparées par de nombreuses autres tâches.

Renforcement du combat contre la lèpre

Le projet de lutte antilépreuse et d'amélioration des soins de santé primaires au Myanmar a démarré en avril 2000, dans le cadre de la coopération technique en faveur du système de santé birman. La lutte contre la lèpre, la prévention des invalidités, le lancement et la mise en œuvre de programmes de réhabilitation constituent des activités pilotes pour l'amélioration de la qualité des services sanitaires primaires à l'échelon régional.

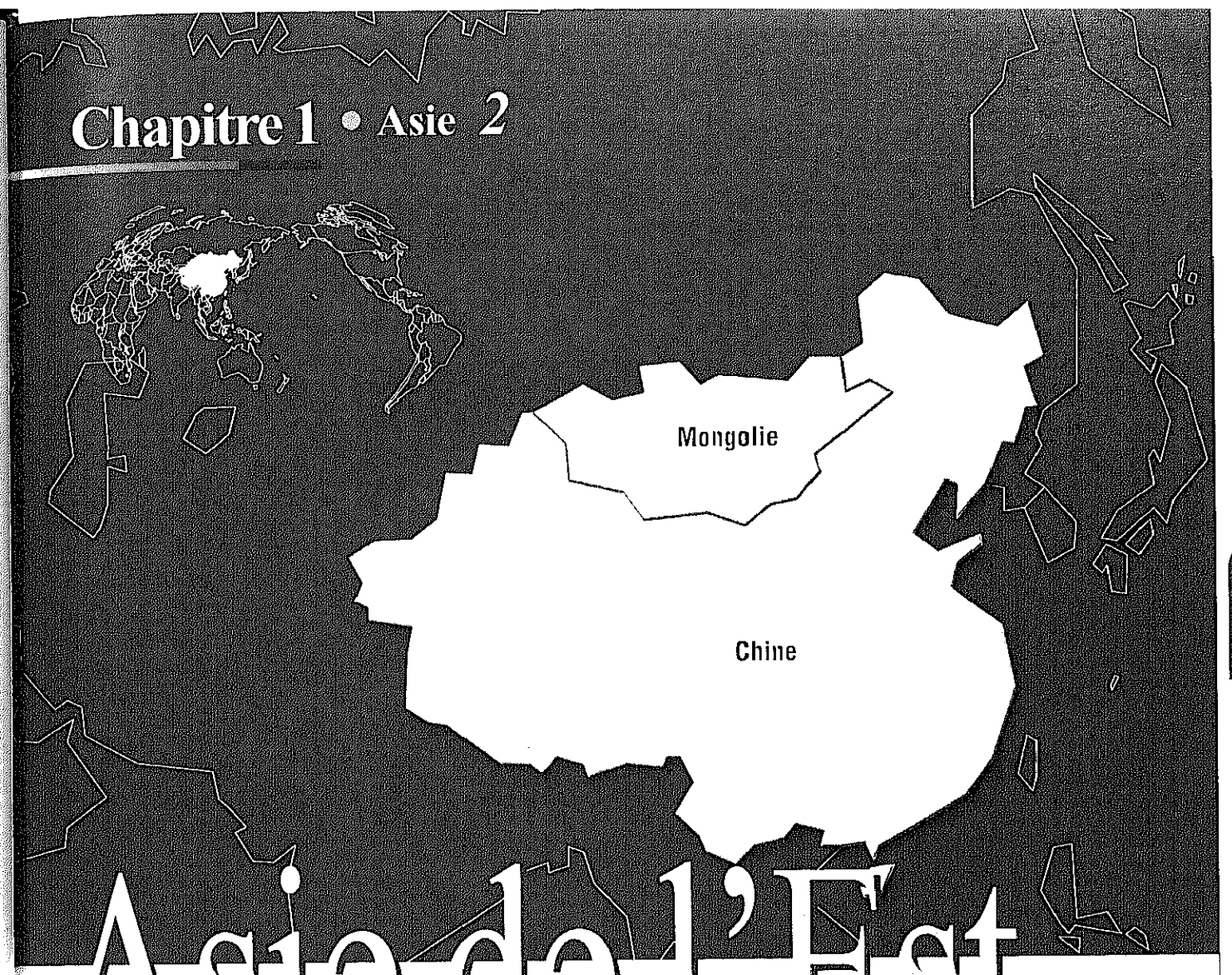
Afin de mettre en œuvre des mesures répondant efficacement aux besoins locaux, ce projet encourage des partenariats entre les divisions responsables du traitement de certaines maladies au niveau central. Il vise également à promouvoir la lutte contre les maladies et l'amélioration des services médico-sanitaires par le perfectionnement professionnel des sages-femmes, en charge de la santé publique et des soins médicaux au niveau local ; enfin, ce projet comprend un volet sur les technologies destinées aux hôpitaux, à tous les échelons.

Assistance technique en matière de lutte antilépreuse

Parallèlement, des campagnes de sensibilisation portant sur le dépistage et le traitement précoces de la maladie, la prophylaxie et les invalidités, sont menées en collaboration avec l'État et les ONG, avec la participation active de la population.

Les activités mises en œuvre dans 48 cantons du centre du Myanmar seront renforcées, et l'expérience développée dans cette région servira de modèle dans ce pays et à l'étranger pour la mise en place d'activités comparables dans d'autres régions.

(Bureau de la JICA au Myanmar)



Asie de l'Est

Piliers de l'aide L'Asie de l'Est est en pleine mutation – les besoins d'aide ne cessent d'évoluer

●Chine

Depuis que la Chine a engagé une politique de réforme et d'ouverture, le Japon contribue de manière substantielle à ses efforts de modernisation. Il considère en effet qu'une croissance stable de l'économie chinoise va dans le sens de ses propres intérêts. La Chine ayant connu récemment une accélération de sa croissance et une évolution de sa structure socioéconomique, ses besoins en matière d'aide ne sont plus les mêmes. Par ailleurs, la récession économique qui touche durablement le Japon l'oblige à réduire le volume de son aide. Dans ce contexte, l'aide consacrée à la Chine a été réexaminée.

À l'avenir, les politiques d'aide à moyen terme suivront les principes directeurs du Plan de coopération économique en faveur de la Chine annoncé par le ministère des Affaires étrangères en octobre 2001. Ces recommandations ont été établies à partir des propositions retenues en décembre 2000 lors de la réunion sur la coopération économique avec la Chine au XXIe siècle présidée par Isamu Miyazaki, ancien directeur général de l'Agence de planification économique.

Le plan s'articule autour de six axes de coopération prioritaires :

1) Prise en compte des problèmes environnementaux et d'autres enjeux de portée mondiale*
2) Appui aux politiques de réforme et d'ouverture
3) Promotion de la compréhension mutuelle
4) Réduction de la pauvreté
5) Soutien à l'activité du secteur privé
6) Promotion de la coopération multilatérale

●Mongolie

La coopération avec la Mongolie privilégie quatre domaines :

1) Soutien intellectuel et développement des ressources humaines pour le passage à une économie de marché : la modernisation structurelle et le développement des ressources humaines facilitent en effet l'instauration d'un système d'économie de marché.
2) Modernisation de l'infrastructure* économique et promotion de l'industrie : les efforts portent principalement sur l'amélioration des Chemins de fer mongols, moyen de transport essentiel dans ce pays, et sur un approvisionnement énergétique régulier.
3) Promotion de l'élevage et de l'agriculture : cette activité qui représente près de 25 % du PIB constitue un secteur clé de l'économie mongole. Comme la majorité des agriculteurs et des éleveurs vivent en dessous du seuil de pauvreté, la réalisation de cet objectif joue également un rôle crucial pour la réduction de la pauvreté.
4) Soutien dans des secteurs clés de la vie quotidienne : une aide est fournie dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des soins médicaux, ainsi que de l'infrastructure rurale, domaines qui ont été soumis à des coupes budgétaires drastiques après le changement de système politique.

État actuel du développement régional

Disparités économiques croissantes en Chine

Depuis 1978 et le lancement de sa politique de réforme et d'ouverture, la Chine a connu un développement rapide de son économie qui a enregistré un taux de croissance exceptionnellement élevé, proche de 10 % en moyenne par an. D'un autre côté, si les disparités économiques entre régions se sont creusées et la dégradation de l'environnement s'est aggravée ces dernières années, la transition vers une économie de marché n'a pas suivi la cadence rapide du développement économique, créant ainsi des problèmes structurels dans le système.

Lancé en 2001, le dixième programme quinquennal (2001-2005) se concentre sur l'ajustement de structures économiques obsolètes, plus particulièrement dans le secteur de l'agriculture. Ce programme concerne également l'amélioration des conditions de vie, la sécurité sociale et le développement de l'ouest de la Chine. La priorité a donc été donnée non seulement à la croissance économique, mais également à l'instauration d'une société stable par l'élimination des disparités entre zones urbaines et rurales et entre différentes régions.

L'événement récent le plus marquant dans le domaine économique pour la Chine reste toutefois l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à la fin de l'année 2001. Actuellement, le grand défi pour ce pays consiste à favoriser les réformes structurelles nécessaires sur le plan économique, par une ouverture au monde de ses activités et la mise en place d'un système économique conforme aux normes internationales.

D'un autre côté, la rapidité de la croissance économique durant ces 20 dernières années s'est traduite par de grandes disparités sur le plan de l'économie intérieure. Entre les zones côtières, qui ont connu un développement économique rapide, et l'intérieur du pays, où le minimum vital n'est pas assuré, l'écart en termes de revenu moyen atteint un facteur supérieur à dix. Plus de 200 millions de personnes vivant en dessous du seuil absolu de pauvreté (soit, avec au plus un dollar par jour) habitent les régions intérieures.

Projet du programme de lutte contre la pauvreté réalisé en collaboration avec une ONG japonaise dans la province de Guizhou

Les questions liées à l'environnement, qui ont été abordées parallèlement à la promotion des réformes et de l'ouverture, peuvent se diviser en trois catégories :

1) Pollution de l'environnement, et notamment la pollution de l'eau et des principaux lacs et cours d'eau, la pollution atmosphérique dans les villes, les pluies acides qui touchent plus de 30 % du pays, les problèmes d'élimination des déchets, etc.
2) Protection et plantation de forêts (le couvert végétal est en régression) ; désertification inéluctable ; tempête de poussière saisonnière venant du nord-ouest ou « sable jaune » ; et détérioration des écosystèmes par de fréquentes inondations.
3) Utilisation durable des ressources en eau, qui sont étroitement liées aux questions environnementales et soumises aux contraintes résultant de la croissance démographique et de l'urbanisation.

Malgré les mesures énergiques prises par le gouvernement chinois, l'aggravation des atteintes à l'environnement constitue aujourd'hui un problème grave qui sape le développement économique et la stabilité sociale du pays.

Entretien et gestion de l'infrastructure : une nécessité pour la Mongolie

Avec seulement 2,5 millions d'habitants sur un territoire quatre fois plus grand que le Japon, la densité de population en Mongolie est très faible. Étant située à l'intérieur des terres et à une latitude élevée, elle est soumise à un climat rude, avec peu de précipitations et un hiver prolongé. Si les herbages couvrent les trois quarts du pays, le quart restant est occupé par des déserts ou des montagnes. Pour s'adapter à de tels milieux naturels, les Mongols mènent une vie de nomades depuis des temps très reculés. À l'issue de son intégration dans la sphère économique du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM) dans les années 1920, la Mongolie est devenue fournisseur de matières premières, et l'exploitation minière, l'industrie légère, ainsi que l'élevage et l'agriculture ont commencé à se développer. Ce pays bénéficiait par ailleurs d'un niveau de vie (éducation et soins médicaux) plus élevé que les autres pays en développement, grâce à une aide économique substantielle du grand

frère soviétique.

À l'issue de l'effondrement de l'Union soviétique en 1991, la Mongolie est passée d'un système communiste à un système d'économie de marché. Les politiques de stabilisation économique du gouvernement, l'assistance du Fonds monétaire international (FMI) et l'aide financière de divers pays ont permis de remédier dans une certaine mesure aux bouleversements économiques entraînés par ce changement. Toutefois, le manque de capitaux a rendu difficile l'entretien et la gestion d'une grande partie de l'infrastructure socioéconomique, de sorte que les réparations ou les remplacements sont aujourd'hui des tâches prioritaires. Le développement de ressources humaines nécessaires à la mise en place d'une économie de marché est également une priorité urgente. D'autres problèmes sont apparus, notamment l'écart croissant entre riches et pauvres, ou encore la baisse du niveau d'éducation et des soins de santé, particulièrement sensible dans les zones rurales.

En Mongolie, inauguration d'une école primaire bâtie avec l'aide publique au développement du Japon

Sur le Terrain

• Chine
Projet pilote de reboisement dans la province de Sichuan

Le déboisement à l'origine de gigantesques inondations

Projet de coopération technique

Aménagement forestier du bassin supérieur du Yangzi Jiang

Le bassin du Yangzi Jiang a connu de graves inondations durant l'été 1998. Ce fléau ayant été attribué en partie au déboisement des zones situées dans le bassin supérieur du fleuve, la mise en œuvre de mesures de reboisement est apparue essentielle pour combattre les inondations.

À cet effet, un projet programmé sur cinq ans a démarré en juillet 2000. Le bassin de l'Anning, un affluent du Yangzi Jiang qui traverse l'État autonome de Liangshan Yizu, dans la province du Sichuan, bénéficie des activités suivantes :

1) Création de pépinières à des fins expérimentales dans la ville de Xichang et le canton de Zhaojue, situés respectivement à 1 560 m et 2 950 m d'altitude. Il s'agit de mettre au point des techniques permettant de produire des semis dans des régions tropicales, tempérées et montagneuses.
2) Plantation d'une forêt modèle de 500 ha dans le but de développer des techniques de reboisement préservant l'humidité des sols dans les régions sèches et de forte altitude.
3) Formation de ressources humaines capables de gérer, de mettre en œuvre et de diffuser les activités relatives à la production de semis, à la création de pépinières et à l'aménagement forestier.
4) Diffusion des techniques de production de semis et de reboisement pour aider les populations locales à mieux comprendre l'intérêt de préserver les forêts et à pratiquer un aménagement forestier durable, dans le cadre d'un développement autosuffisant.

Transfert de technologie vers les résidents locaux

Ce projet prend la forme d'un transfert de technologie : des experts en mission dans le pays forment les populations locales aux techniques de production de semis et de plantation d'arbres. La formation se déroule sur différents sites (dans les pépinières, sur les sites de reboisement, dans les villages, etc.) selon les besoins des experts.

Les experts, qui travaillent la plupart du temps sur le terrain et non dans des bureaux, se sont heurtés dans un premier temps à la barrière de la langue. Contraints au départ d'échanger des messages écrits avec leurs homologues*, ils ont appris depuis à maîtriser le dialecte du Sichuan, et le projet progresse à mesure que la communication s'améliore.

(Bureau de la JICA en Chine)

Des membres d'une minorité ethnique locale sont associés à un projet de reboisement.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Problèmes environnementaux et maladies infectieuses – Chine

S'atteler aux problèmes d'environnement et à la lutte contre les maladies infectieuses qui ne s'arrêtent pas aux simples frontières d'un pays, exige la mobilisation de la communauté internationale. De ce fait, la JICA accorde la plus haute priorité à ces questions dans ses programmes de coopération.

En réaction contre la pollution de l'environnement, le Centre d'amitié Japon-Chine pour la protection de l'environnement joue un rôle majeur dans l'établissement d'un réseau d'information sur l'environnement et le développement d'une cité modèle respectueuse de l'environnement. Le centre contribue par ailleurs à l'élaboration de politiques environnementales en assurant un soutien technique dans divers domaines : analyse et mesures de lutte contre les pluies acides et le « sable jaune », ou encore établissement d'un système de gestion environnementale et de lutte contre la pollution.

Dans la lutte contre les maladies infectieuses, la JICA a largement contribué à l'éradication de la poliomyélite en Chine et les efforts se portent actuellement sur la coopération dans la lutte contre la tuberculose.

L'aide pour le passage à une économie de marché, préambule à l'ouverture au monde de l'économie chinoise, est aussi considérée comme une priorité. Pour soutenir les politiques de réforme et d'ouverture, une aide est apportée pour l'instauration de systèmes fiscaux, commerciaux et de protection des droits de propriété intellectuelle conformes aux règles de la communauté internationale. Le Japon fait aussi bénéficier la Chine de son expérience dans le domaine des systèmes financier et politique, et d'un soutien à la promotion des petites et moyennes entreprises (PME).

La compréhension mutuelle entre les citoyens des deux nations doit par ailleurs être renforcée, car elle est indispensable pour l'instauration de bonnes relations à long terme.

La 3e phase du projet du Centre d'amitié Japon-Chine pour la protection de l'environnement est consacrée au problème du « sable jaune ».

Aussi diverses activités sont-elles encouragées, notamment la multiplication des échanges entre jeunes japonais et chinois, la formation de jeunes responsables chinois au Japon et le développement des échanges entre les administrations locales des deux pays.

Enfin, il est capital de lutter contre la pauvreté, qui est un problème commun à tous les PED. Si la réduction de la pauvreté passe en Chine essentiellement par la redistribution du revenu intérieur, il est certains domaines où l'expérience et la technologie du Japon peuvent être mises à profit : ainsi un plan national d'aménagement a-t-il été mis en place afin de réduire les disparités régionales et une aide a-t-elle été fournie aux personnes handicapées.

Développement des ressources humaines dans le secteur privé – Mongolie

En Mongolie, la JICA fournit un appui intellectuel aux diverses institutions afin de renforcer la mise en œuvre de mesures fiscales et juridiques par l'intermédiaire notamment de la formation de personnel capable d'assurer le passage à une économie de marché. Avec l'assistance du Centre Mongolie-Japon pour le développement des ressources humaines, la JICA a par ailleurs entrepris de concentrer ses efforts sur la valorisation de l'effectif du secteur privé. Elle apporte aussi son aide dans des domaines du transfert de technologie* qui forment les bases du développement industriel : chemin de fer, construction de routes et approvisionnement en énergie.

L'aide de la JICA a pour objectif de favoriser la gestion de l'élevage et de l'agriculture, en améliorant tout particulièrement les données statistiques. Durant trois années consécutives (de 2000 à 2002), les gardiens de troupeaux mongols ont été durement frappés par le « dzud », un hiver exceptionnellement froid et sec qui constitue une véritable catastrophe naturelle. Le manque de pâturage et l'absence de planification des catastrophes ont causé la perte d'une grande partie du cheptel. La création d'institutions et d'organisations assurant une gestion durable de l'agriculture et de l'élevage constitue donc une tâche essentielle.

Les changements intervenus dans le système politique ont occasionné une brusque détérioration des services sociaux, tels que l'éducation, la santé et les soins médicaux. Les zones rurales en particulier pâtissent énormément du manque de moyens financiers et humains. La JICA prévoit de fournir une aide pour la reconstruction d'écoles et de réseaux de télécommunications, et de soutenir l'enseignement des technologies de l'information (TI) pour prendre le train du futur, tout en mettant l'accent sur l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales.

Par ailleurs, le territoire mongol est constitué de vastes éten-

dues dont les remarquables ressources naturelles doivent être protégées et utilisées de manière rationnelle. L'importance accordée désormais à cet enjeu va de pair avec l'intérêt croissant de la communauté internationale pour la protection de l'environnement, notamment pour la préservation de la biodiversité* et les questions liées au réchauffement climatique. La JICA étudie les possibilités de coopération en faveur de l'environnement dans cette région.

Le Centre Mongolie-Japon qui a ouvert ses portes le 27 février 2003 accueille son 30 000e visiteur.

Sur le Terrain

● Mongolie

Aide à la conservation de la faune et de la flore sauvages et recherche pour dresser l'inventaire des plantes utiles

Préservation de la biodiversité ancrée dans la culture traditionnelle des fauconniers

Envoi d'experts

Nécessité d'une bonne intelligence du milieu naturel

Au cours des années 1990, la Mongolie a adhéré successivement aux grandes conventions internationales sur la préservation de la biodiversité, et notamment à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES, ou Convention de Washington), dans le cadre de sa politique de protection de l'environnement. Or, le pays tarde à développer son système judiciaire et à mettre en place une administration compétente dans le secteur de l'environnement, deux conditions qui auraient dû précéder son adhésion aux conventions. La Mongolie, qui aimerait développer des activités comme le tourisme, mais doit faire face à un manque de moyens financiers et de ressources humaines, réfléchit à l'orientation à donner aux politiques de conservation existantes. Les données expérimentales recueillies du temps de l'Union soviétique sont aujourd'hui perdues ou disséminées, et elles manquent de fiabilité. Les compétences techniques nécessaires à la réalisation d'études et à la surveillance de l'environnement font défaut. Autant de facteurs qui empêchent une compréhension précise du milieu naturel, à la base de toute politique de protection.

La protection de l'environnement naturel de Mongolie suscite un vif intérêt à l'échelle du globe. Des organisations non gouvernementales (ONG) et des institutions internationales apportent une aide pour la désignation de refuges fauniques et la protection d'espèces animales rares. Pour sa part, la JICA envoie des experts de la coopération technique pour aider la Mongolie à développer des systèmes nationaux en accord avec la Convention de Washington et à établir un inventaire des plantes utiles en s'appuyant sur le fonds de soutien à la recherche.

Ateliers dans une yourte

Les activités de recherche et de surveillance concernant les habitats naturels nécessitent le plus souvent la coopération des populations locales. La Mongolie, où les inspecteurs de la nature sont trop peu nombreux pour couvrir l'immensité du territoire, ne fait pas exception à la règle : la participation des résidents locaux y est essentielle pour garantir la durabilité des activités de protection de l'environnement. Partant de ce constat, les experts se sont tournés vers les chasseurs traditionnels, reconnus dans tout le pays, et vers les fauconniers kazakhs vivant en Mongolie occidentale. Leur philosophie s'appuie sur l'utilisation durable du milieu naturel (elle se rapproche en cela de la culture des « Matagi », chasseurs traditionnels de la préfecture d'Akita, à l'ère Edo), et ils jouissent du respect de la population locale.

Les experts ont organisé un atelier dans une yourte (ou « ger », la tente traditionnelle des nomades) pour encourager la participation des résidents. Les fauconniers ont fait part de leur expérience, et les experts ont fourni un appui technique, par le biais notamment de fiches signalétiques pour la recherche sur les habitats naturels. À l'issue de cet atelier, des ONG locales telles que l'Association de protection des loups et l'Association de protection de l'aigle royal ont vu le jour. Les informations rassemblées par ces associations seront centralisées par les services du ministère de la Nature et de l'Environnement ; elles serviront de données de base pour des recherches ultérieures sur les habitats naturels.

Un fauconnier kazakh vivant en Mongolie occidentale

Coopération de longue haleine

Si la compréhension des habitats naturels peut sembler un objectif assez simple, il nécessite en fait des efforts sur le long terme, tels que la formation de ressources humaines capables de recueillir et d'analyser les données de base. En Mongolie, l'environnement naturel et la richesse de la faune et de la flore sauvages attirent des touristes du monde entier, parmi lesquels de nombreux Japonais. Les vastes paysages naturels et la diversité biologique peuvent être mis à profit pour développer ce pays, à travers le tourisme et d'autres activités. Afin de préserver de manière durable les abondantes ressources naturelles mongoles, le Japon se doit d'apporter une aide technique alliant son expérience à la sagesse mongole.

(Bureau de la JICA en Mongolie)

Asie centrale et Transcaucasie

Piliers de l'aide Formation de nations indépendantes

Les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie connaissent de graves problèmes pour s'établir en tant que nations. Sous le socialisme étaient prônés la dépendance par rapport à l'Union soviétique et un fort gouvernement central, et il existait une nette division du travail entre les différents pays. En conséquence, dans chacun d'entre eux, il reste à mettre en place un grand nombre d'infrastructures* sociales et industrielles qui font les nations indépendantes. Des réformes sont donc nécessaires. Il faut notamment abandonner complètement l'ancien système, instaurer des institutions démocratiques et adopter une économie de marché. À l'heure actuelle, il manque de personnel suffisamment qualifié pour mettre ces réformes en œuvre.

La JICA s'efforce de contribuer au renforcement des institutions et au développement harmonieux des pays d'Asie centrale et de Transcaucasie. L'aide apportée est axée sur le conseil en matière de politiques en vue d'introduire une économie de marché, de développer les ressources humaines et de moderniser les infrastructures de base.

Depuis l'indépendance émergent divers problèmes qui n'étaient guère pris en compte durant l'ère soviétique. Il s'agit notamment de questions d'environnement particulièrement préoccupantes, telles que la salinisation aux abords de la mer d'Aral et son assèchement. De trop grandes quantités d'eau ont été pompées sans planification ni coordination préalables des rivières qui se jettent dans la mer d'Aral (devenues internationales depuis l'effondrement de l'Union soviétique). Cet exemple illustre parfaitement l'impact négatif des grands systèmes inefficaces exploités sous ce régime. Les problèmes écologiques deviennent toujours plus complexes. Afin de s'attaquer à leurs conséquences dans la région, la JICA a envoyé des experts chargés de contrôler l'environnement et elle apporte sa contribution au traitement de sujets spécifiques, comme la préservation de la diversité biologique*.

Divers problèmes ont fait leur apparition suite aux rapides changements intervenus sur le plan social. Toutefois, la JICA se concentre sur le secteur de la santé et des soins médicaux, étroitement lié à la vie quotidienne de la population. Elle souhaite poursuivre l'aide visant à rénover les infrastructures héritées de l'ère soviétique, aujourd'hui toujours plus inefficaces et inopérantes.

État actuel du développement régional

Pays situés sur la route de la soie

L'Asie centrale se compose de cinq pays – Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan – alors que la Transcaucasie n'en compte que trois : Azerbaïdjan, Arménie et Géorgie. Au cœur de l'Eurasie, ces deux régions couvrent 4,2 millions de km² et regroupent environ 70 millions d'habitants. Elles sont situées à un emplacement stratégique sur l'artère commerciale traditionnellement appelée « la route de la soie » qui reliait l'Orient et l'Occident. La partie nord a été le théâtre de conflits territoriaux permanents entre les populations nomades. Dès les années 1920, les pays de la région, qui étaient sous le joug de l'Empire russe au XIXe siècle, ont été intégrés à l'Union soviétique, mais ils ont retrouvé leur indépendance avec l'effondrement du bloc communiste en 1991.

Des peuples d'origines ethniques diverses, parmi lesquels des Iraniens, des Turcs et des Mongols, habitent la région depuis toujours. Des Russes et d'autres Slaves s'y sont établis au début de l'époque moderne, et durant l'ère soviétique, des Allemands et des Nord-Coréens y ont été déportés. Cette région se caractérise aujourd'hui par un savant dosage ethnique.

Sur le plan religieux, l'Islam a repris pied dans les cinq pays d'Asie centrale et en Azerbaïdjan ; toutefois, chacun de ces pays a opté pour des institutions laïques, et le Coran n'y est pas interprété avec autant de rigueur que dans les pays fondamentalistes. L'Arménie et la Géorgie sont quant à elles dominées par le christianisme de l'Église orthodoxe, et elles ont toutes deux une langue et une culture propres.

Vers une véritable autonomie

Les pays d'Asie centrale et de Transcaucasie doivent s'adapter au démantèlement de l'ancien système imposé par l'Union soviétique et instaurer un système politique et économique digne de nations indépendantes. Les indicateurs de base relatifs à l'éducation, aux soins de santé et aux services sociaux sont généralement plus élevés que ceux des autres pays en développement (PED). Depuis l'indépendance toutefois, l'inefficacité du système d'économie planifiée de l'ère soviétique est de plus en plus flagrante. La détérioration des installations et des équipements, un contrôle de la maintenance inadapté et des ressources énergétiques insuffisantes, ainsi que la perte de marchés résultant de l'effondrement du système, ont conduit au chaos économique et social. Aussi la priorité pour ces pays est-elle de mettre en place un système et des structures justifiant le statut de véritables nations indépendantes.

Tous ces pays s'efforcent d'opérer la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché. Cependant, plus de dix ans après l'indépendance, il est évident qu'ils progressent dans cette voie à des rythmes différents. Si des résultats considérables ont été réalisés au plan macroéconomique, le produit national brut (PNB) de la plupart de ces pays n'a pas retrouvé le niveau qu'il atteignait à l'époque précédant l'indépendance. Pour que le niveau économique et le niveau de vie des individus puissent être relevés, la reconstruction économique doit aller de pair avec le renforcement des institutions.

Situations diversifiées sur le plan économique et politique

En ce qui concerne la réforme économique, le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et les trois pays de la Transcaucasie progressent résolument vers la libéralisation des prix, la privatisation, la déréglementation, la libéralisation des échanges et d'autres types de réformes structurelles, conformément aux prescriptions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI). Toutefois, les disparités économiques entre ces pays sont de plus en plus flagrantes. Par exemple, si l'économie du Kazakhstan affiche une croissance régulière grâce à l'exploitation du pétrole de la Caspienne, qui commence à devenir rentable, le Kirghizistan, pays montagneux dépourvu de littoral, souffre d'un endettement massif. L'Ouzbékistan et le Turkménistan s'écartent pour leur part des programmes radicaux de la Banque mondiale et du FMI et suivent chacun leur voie propre. En janvier 2002, l'Ouzbékistan a commencé à appliquer un nouveau programme répondant

Joutes oratoires en japonais au Centre Japon du Kazakhstan

à une proposition du FMI, mais il tarde à entreprendre des réformes économiques fondamentales, comme l'abolition du système de taux de change en vigueur et la levée des obstacles à la libéralisation des échanges. Après des années de guerre civile et une reconstruction difficile, le Tadjikistan a engagé des réformes économiques dans une optique de développement durable*.

L'agriculture est le principal secteur d'activité dans cette partie du globe, et les cultures suivent les conditions climatiques et naturelles des différentes régions. Dotée d'un climat généralement sec, l'Asie centrale a lancé des réformes structurelles afin de remplacer la monoculture du coton héritée de l'ère soviétique, et qui reposait sur des systèmes d'irrigation à grande échelle. La Transcaucasie bénéficie d'un

Sur le Terrain

● Kazakhstan

Coopération technique pour l'amélioration des soins médicaux dans la région de Semipalatinsk

Soulager la douleur des victimes d'essais nucléaires

Projet de coopération technique

Nuage en forme de champignon au-dessus de l'horizon

Située au milieu d'une plaine dans le nord-est de la République du Kazakhstan, Semipalatinsk est une ville de 300 000 habitants qui ressemble aux autres villes moyennes de la Russie voisine. Au XIXe siècle, l'écrivain russe Dostoïevski y passa plusieurs années en exil.

La région de Semipalatinsk abrite plusieurs anciens sites d'essais nucléaires soviétiques. Entre 1949 et 1989, quelque 470 essais y auraient été réalisés. Les États-Unis et l'Union soviétique ont consacré d'importantes ressources à la mise au point d'armes nucléaires durant la guerre froide. À l'époque, personne n'a pris la peine d'expliquer aux habitants d'un village situé à 38 km d'un des sites d'expérimentation d'où provenaient les nuages en forme de champignons et les étranges lueurs à l'horizon. Ces essais ont eu de graves répercussions sur la santé des habitants de la région, qui ont absorbé pendant 40 ans des doses importantes et répétées de rayonnements. Aujourd'hui encore, on estime à 300 000 le nombre d'individus souffrant des séquelles de l'exposition aux radiations.

Exploiter les expériences d'Hiroshima et de Nagasaki

Lors de la 52e Assemblée générale des Nations-Unies en 1997, il a été décidé de mener une action collective en faveur de Semipalatinsk. À l'issue de cela, une conférence internationale sur l'aide à apporter à cette région a eu lieu à Tokyo en 1999 ; le Japon, seul pays au monde à avoir subi une attaque nucléaire, s'est engagé à fournir une aide médicale aux habitants de Semipalatinsk, en s'appuyant sur les expériences d'Hiroshima et de Nagasaki, et sur les résultats des efforts déployés jadis en faveur des victimes de la bombe atomique. L'aide japonaise doit permettre aux malades de vivre en meilleure santé et dans les conditions les plus humaines possibles.

Un expert (à l'extrême droite) discute d'un diagnostic d'irradiation à Semipalatinsk.

Un projet de planification portant sur l'amélioration des soins médicaux dans la région de Semipalatinsk a débuté en juillet 2000. Son objectif est d'améliorer la prestation de soins médicaux à l'échelle régionale et de soutenir le dépistage précoce des cas de leucémie et de cancers dus à l'exposition aux rayonnements. Dans le cadre de ce projet, des experts japonais et leurs homologues* effectuent des contrôles de santé auprès des habitants, au moyen d'équipements et de véhicules spécialisés financés par des apports de coopération non remboursable du Japon. La quinzaine d'experts japonais envoyés chaque année au titre de ce projet assure des missions allant du conseil technique à la réalisation des bilans de santé. Le conseil porte notamment sur les techniques de dépistage – examen approfondi et examen de confirmation pour les patients ayant fait l'objet de commentaires – et sur les méthodes d'analyse des données recueillies. Les résultats du dépistage sont regroupés et analysés pour pouvoir être pris en compte dans les politiques administratives ultérieures.

Le monde entier, par le biais de diverses organisations internationales, s'intéresse au sort de cette région où les essais nucléaires ont causé des dommages sans précédent. Les efforts menés par les experts japonais pour améliorer la santé de la population ont été bien accueillis par les intéressés et acclamés par la communauté internationale.

(Département régional II de la JICA, Division Asie centrale et orientale et Transcaucasie)

climat méditerranéen. Ces régions possèdent d'importants gisements – pétrole, gaz naturel, zinc et étain ; uranium, radium et autres métaux rares – et l'industrie de première transformation y est bien développée. L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Turkménistan ont intérêt à exploiter leurs ressources énergétiques, très abondantes (pétrole pour les deux premiers, gaz naturel pour le troisième), et à rechercher des débouchés à l'exportation. La Géorgie, qui ne dispose d'aucune ressource minérale, s'efforce de jouer un rôle dans le transport d'énergie.

Sur la scène internationale, presque tous ces pays, à l'exception du Tadjikistan notamment, avaient pris leurs distances vis-à-vis de la Russie. En juin 2001, quatre pays d'Asie centrale – le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan – ont créé avec la Chine et la Russie l'Organisation de coopération de Shanghaï (OCS). Les pays membres se sont entendus pour entretenir des relations de bon voisinage, coopérer dans des domaines tels que la politique et l'économie, et conjuguer leurs efforts en faveur de la sécurité et de la stabilité dans la région. Les événements du 11 septembre 2001 et l'opération aérienne en Afghanistan ont marqué un tournant dans la région en termes de sécurité nationale. Satisfaits de voir s'éloigner la menace représentée par les taliban et d'autres groupes islamistes radicaux, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizistan ont autorisé les troupes américaines et européennes à se positionner sur leur territoire, ce qui a eu pour effet de renforcer leurs relations respectives avec les États-Unis. Le Turkménistan a choisi une voie plus indépendante, qui a conduit à son isolement international dans de nombreux domaines. En Transcaucasie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie resserrent leurs liens avec l'Occident, notamment dans le cadre du développement pétrolier, alors que l'Arménie se tourne vers la Russie, plus particulièrement pour des questions de sécurité. Enfin, l'Azerbaïdjan et l'Arménie continuent de se disputer l'enclave du Nagorno-Karabakh.

Traitement des problèmes prioritaires dans les projets de la JICA

Soutien aux efforts d'autonomie des nouveaux États indépendants

En juillet 1997, Ryutaro Hashimoto, alors premier ministre du Japon, a présenté sa politique de promotion des relations diplomatiques avec l'Asie centrale et la Transcaucasie, qui forment la région de la route de la soie. Le Japon renforçait ainsi son aide sur le plan économique et en matière de valorisation des ressources, l'accent étant mis sur la coopération technique. Pour favoriser le développement autonome de cette région, la JICA fait porter ses efforts sur quatre domaines : 1) appui à la transition vers une économie de marché ; 2) modernisation de l'infrastructure socioéconomique axée sur les transports et les télécommunications ; 3) coopération dans les secteurs sociaux tels que la santé, les soins médicaux et l'éducation et 4) protection de l'environnement.

L'aide dans le premier domaine s'est traduite par des conseils sur le plan de la macroéconomie et des politiques de planification du développement économique, des plans directeurs sur des thèmes particuliers tels que les systèmes bancaires et la promotion des petites et moyennes entreprises (PME) et enfin, une coopération technique massive. Pour ce qui est de l'infrastructure socioéconomique, la JICA a contribué à la modernisation de voies ferrées, de routes, d'aéroports et de réseaux de distribution d'eau. Sur le plan social, la région bénéficie de réformes institutionnelles dans le domaine de la santé et des soins médicaux, et d'un soutien aux politiques concernant les réformes éducatives et la maintenance des équipements. Enfin, la JICA assure un appui technique en matière de protection de l'environnement et elle fournit son aide dans des secteurs d'activité de base tels que l'agriculture et l'industrie minière.

Au Tadjikistan, la coopération se limitait à l'accueil de

Rencontres entre la population locale et une ONG de la ville de Mitaka au Centre Japon d'Ouzbékistan

stagiaires dans le cadre du soutien à la démocratisation et à la transition vers une économie de marché. Toutefois, la paix qui a succédé à la guerre civile progresse et la sécurité intérieure est rétablie depuis la chute des taliban chez le voisin du sud, l'Afghanistan, pays avec lequel le Tadjikistan entretient d'étroites relations. La JICA a donc entrepris d'étendre sa coopération, et commencé à envoyer du personnel en 2002. Elle envisage de contribuer à la réduction de la pauvreté et de soutenir les secteurs sociaux dans ce pays dont l'économie a été laminée par la guerre civile.

On notera que des Centres Japon* ont vu le jour en Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. Ces centres proposent en permanence des cours de gestion afin de former des ressources humaines capables d'accompagner la transition vers une économie de marché. Ils dispensent également des cours de japonais et des informations sur le Japon pour mieux faire connaître ce pays au niveau local.

Récapitulatif des domaines prioritaires

Après dix ans d'indépendance, de nettes différences ont commencé à se dessiner dans la région en termes d'évolution et de priorités. C'est ce qui ressort de l'étude menée sur un an par le groupe d'étude de l'aide au développement à l'Asie centrale, mis en place en 1999 par la JICA afin de déterminer les domaines prioritaires et d'apporter une aide ciblée à l'Ouzbékistan, au Kazakhstan et au Kirghizistan. L'aide s'est concentrée récemment sur la réduction des disparités économiques qui ne cessent de croître entre zones rurales et grandes villes ou capitales dans chaque pays.

L'accent est mis notamment sur la coopération en faveur du développement régional et sur l'extension des activités des volontaires aux zones rurales.

Efforts accrus pour renforcer la sécurité

La région se caractérise par une structure ethnique et religieuse complexe. La situation politique instable résultant de l'effondrement de l'Union soviétique a donné naissance dans certaines parties de la région à des activités terroristes, des guerres civiles et des affrontements. La région a même été le théâtre de plusieurs événements tragiques pour le personnel d'aide japonais : assassinat en 1998 de Yutaka Akino (représentante japonaise d'une mission d'inspection des Nations-Unies au Tadjikistan) et enlèvement en 1999 d'un ingénieur japonais au Kirghizistan. Même si la situation s'est légèrement améliorée ces dernières années, la plus grande vigilance est de rigueur, eu égard aux activités des mouvements fondamentalistes musulmans. Avant d'étendre son aide dans la région, la JICA prévoit de revoir sérieusement les mesures de sécurité et la situation en ce qui concerne l'ordre public.

Discussion sur le développement régional du lac d'Issyk-Koul, un des centres d'intérêt touristique du Kirghizistan